La dictature des Émirats arabes unis vend les droits des Palestiniens par le biais d'un accord avec Israël

21 08 2020

Categories: Apartheid et colonialisme, Droit international, Désinvestissement, Réfugiés palestiniens, Sanctions

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 14 août 2020

La société civile palestinienne se tient aux côtés de la majorité réduite au silence dans les Émirats arabes unis et dans le monde arabe pour condamner fermement l'accord conclu entre les dirigeants despotiques des Émirats arabes unis et d'Israël, avec le soutien de la Maison Blanche de Trump. C'est la plus grave trahison du régime des Émirats arabes unis dans la lutte pour la libération et l'autodétermination des Palestiniens.

L'accord a été annoncé alors qu'Israël <u>bombardait</u> à nouveau la bande de Gaza assiégée et appauvrie et attaquait les Palestiniens en Cisjordanie, signifiant ainsi qu'il ne ferait rien pour diminuer les agressions brutales d'Israël contre le peuple palestinien.

L'affirmation du régime des Emirats Arabes Unis selon laquelle le prix pour sa violation du principe central parmi les peuples arabes d'engagement envers la cause palestinienne était le gel par Israël de ses plans d'annexion formelle de parties du territoire palestinien occupé est un mensonge. Après la conclusion de l'accord Nétanyahou a <u>annoncé</u> que le plan d'annexion est toujours en vigueur mais qu'il a été temporairement retardé pour lui permettre de s'entendre avec Trump sur la meilleure façon de le mettre en œuvre.

De plus, quelle que soit la façon dont Nétanyahou et Trump décident de gérer ou de présenter l'annexion officielle, la revendication des Emirats Arabes Unis est une imposture : le vol par Israël de terres palestiniennes et son entreprise illégale de colonisation se poursuivent sans relâche, enracinant de facto son régime d'annexion et d'apartheid.

Le régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid célèbre cette dernière percée diplomatique comme une couverture indispensable pour ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité contre le peuple indigène de Palestine. Ces crimes comprennent des massacres, le nettoyage ethnique, en particulier à Jérusalem, au Naqab et dans la vallée du Jourdain, le siège de Gaza, la démolition de maisons, la destruction d'anciennes oliveraies, la destruction ou l'appropriation du patrimoine culturel et archéologique et le déni des droits fondamentaux protégés par le droit international.

Cet accord de « paix » entre les régimes israélien et émirati est l'aboutissement d'années de relations secrètes et parfois publiques, notamment l'importation par les Émirats arabes unis de technologies sécuritaires et militaires israéliennes d'une valeur de <u>plusieurs milliards de dollars ces dernières années.</u> Il intervient dans le contexte de la perpétration par le régime émirati de ses propres <u>crimes contre le peuple du Yémen</u>, en partenariat avec le régime saoudien despotique et avec l'entière complicité des États-Unis et de plusieurs États européens.

Le régime émirati qui a l'habitude de réduire au silence l'opposition et la dissidence, qui pratique <u>le racisme et la discrimination généralisés à l'encontre des travailleurs migrants</u>, avait également besoin de cet accord avec Israël pour soutenir ses interventions militaires et sa guerre contre la démocratie dans la région et pour contourner toute sanction potentielle des Nations unies en raison de ses <u>crimes</u>.

Ce que Nétanyahou n'a pas dit, c'est que la réponse à <u>l'appel de la société civile palestinienne en faveur de</u> <u>sanctions ciblées</u> et légales contre les plans d'Israël et le régime d'apartheid en cours a été extrêmement positive, en particulier dans le Sud global, ainsi que dans certains États européens et parmi les membres du Congrès américain. Cet effort doit se poursuivre et être renforcé.

Par son accord avec la dictature des Émirats arabes unis, Israël a ajouté un autre État policier à sa ligue d'amis et d'alliés internationaux. Alors que l'Israël de l'apartheid devient <u>un modèle pour les régimes d'extrême droite et autoritaires du monde entier</u>, exportant ses armes « testées sur le terrain » et son expertise en matière de <u>militarisme, de racisme systémique, de surveillance de masse</u>, de profilage racial et <u>d'oppression sanglante</u>, il perd rapidement le soutien des principaux cercles libéraux du monde entier, y compris parmi <u>les jeunes Juifs américains</u>. Cette expertise israélienne a fait apprécier le pays à d'impitoyables violeurs des droits humains, de l'Inde au Myanmar et aux Philippines, en passant par le Sud-Soudan, la Colombie, le Brésil et le Honduras, et bien d'autres encore.

Le régime d'oppression israélien peut conclure des accords avec tous les dictateurs du monde, mais cela ne peut que retarder et non pas contrecarrer son heure de vérité, lorsqu'il sera confronté à des sanctions légales et ciblées visant à mettre fin à son régime d'apartheid et à ses décennies de déni des droits des Palestiniens, tels que stipulés par le droit international. En témoignent la croissance massive de l'impact du mouvement BDS au cours des dernières années et l'intégration de mesures de responsabilisation, y compris de sanctions, pour contrer les plans d'Israël visant à poursuivre l'annexion officielle de la terre palestinienne et à mettre fin à son régime d'apartheid et à son système d'oppression à plusieurs niveaux.

Le peuple palestinien, soutenu par la majorité absolue du monde arabe et par les personnes de conscience dans le monde, continuera à résister à l'oppression israélienne et à insister sur notre droit inaliénable à la libération, à l'autodétermination, à la liberté et à la dignité dans notre patrie. Nous appelons les peuples du monde entier à intensifier les campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) contre l'annexion et l'apartheid actuels d'Israël.

En réponse à la trahison de la dictature des Emirats Arabes Unis, nous appelons nos sœurs et frères des Emirats Arabes Unis à boycotter toute présence ou activité israélienne dans le pays ou ailleurs et à refuser de s'engager avec l'ambassade israélienne ou avec les entités qui sont leurs partenaires et avec toutes les institutions israéliennes complices. Nous appelons également les Arabes en général à continuer de résister activement à cette abjecte normalisation :

- 1- En boycottant toutes les activités, festivals et projets parrainés par le régime des Emirats Arabes Unis, notamment l'EXPO de Dubaï, le Festival du shopping de Dubaï, ainsi que les festivals et conférences sportifs, culturels et économiques/financiers.
- 2- Par le boycott et le désinvestissement de toute société émiratie ou autre qui se rendrait complice de la mise en œuvre de cet accord de normalisation avec Israël.
- 3- En s'abstenant de voyager dans l'actuel Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, y compris la mosquée Al-Aqsa, dans le cadre de cet accord contraire à l'éthique et de participer aux initiatives de propagande religieuse qui sous-tendent ce soi-disant « accord d'Abraham ».

Traduction: GD pour BDS France

Source : <u>BDS Movement</u>